

**Texte d'ANALYSE
sur le thème :**

**LE SERVICE FEDERAL DES CREANCES ALIMENTAIRES :
UNE SAGA SANS FIN**

Objet de l'analyse : La responsabilisation de l'Etat dans le non paiement des pensions alimentaires et dans la précarité consécutive de nombreuses femmes est une revendication des mouvements de femmes de plusieurs dizaines d'années. Elle aboutit aujourd'hui à la mise en œuvre d'un service fédéral encore à évaluer et à parfaire. Cette analyse en explique le cheminement.

Contexte : L'Université des Femmes se donne comme objectif de diffuser les savoirs élaborés par et sur les femmes. Une des thématiques choisie pour la réalisation des documents d'analyse mis à disposition via son site internet est la lutte contre la pauvreté des femmes et les mécanismes qui la produisent.

1. INTRODUCTION

Le non paiement des créances alimentaires suite à une séparation ou à un divorce, pour les enfants ou pour l'ex-conjoint, est dénoncé depuis le début des années septante par les organisations de femmes. Toutes les enquêtes sur les revenus des ménages évaluent à environ 40 %, le nombre de pensions totalement ou partiellement impayées. Pour les organisations de femmes, seul un fonds de créances alimentaires, sous l'autorité de l'État, qui octroierait des avances et ferait le recouvrement, apporterait une solution satisfaisante, à ce qui est, du moins en ce qui concerne les enfants, une obligation légale sanctionnée pénalement.

Ce n'est pas le lieu de retracer l'histoire de cette revendication qui a été partiellement rencontrée avec la création du Service fédéral des créances alimentaires (SECAL). Nous lui avons consacré un numéro du CRISP¹ mais nous en évoquerons les derniers épisodes.

2. PREMIERE ETAPE : LA LOI DU 8 MAI 1989

Une première solution, partielle et dénoncée dès le départ comme insatisfaisante, fut la Loi du 8 mai 1989 accordant aux CPAS le droit de faire des avances et le recouvrement sur créances alimentaires non payées². Ces avances, d'un montant plafonné, ne concernent que les enfants dont les titulaires bénéficient d'un revenu mensuel inférieur à 22.617 FB (taux ménage au 1^{er} décembre 1989).

Cette mesure s'inscrivait clairement dans un plan de lutte contre l'extrême pauvreté et était annoncée par la Ministre Miet Smet (CVP), auteur du projet, comme un premier pas, insuffisant certes mais concret. Le mécanisme était simple. Les CPAS, après enquête sur le revenu du titulaire et après examen du dossier, accordaient cette avance et recouvraient les montants auprès du débiteur. L'État fédéral remboursait aux CPAS, 90 % des montants non recouverts.

Après 10 années de pratique, ce système d'avances via les CPAS était critiqué par tous les protagonistes : les responsables des CPAS, les créancières, les juristes et par les associations de femmes qui scandaient régulièrement dans la rue : « nous ne demandons pas la charité mais le respect de la chose jugée. Notre État ne respecte ni le droit, ni le travail de la justice, ni ses citoyennes ». Le recouvrement dans ce système était quasi nul (10 % en moyenne par an) et augmentait le sentiment d'impunité et le non-droit. Malgré ces critiques, certains députés et ministres - surtout du nord du pays - privilégiaient la piste de l'assistance et l'amélioration de la loi de 1989.

3. DEUXIEME ETAPE : LA LOI DU 21 FEVRIER 2003

Après moultes péripéties, c'est une proposition de loi instaurant un service des créances alimentaires au sein du Ministère des finances qui sera adoptée au Parlement. Sa mission est double : faire des avances et recouvrer les montants dus auprès des débiteurs.

Le vote de la loi est acquis le 23 janvier 2003, à la Chambre par 89 voix pour et 31 abstentions (CD&V, N-VU, FN, VB).

Pour le principal parti de l'opposition, la loi renferme de bonnes choses mais ne s'attaque pas à la

racine du problème. D'autres mesures sont attendues comme la révision du principe de la faute dans le divorce, source de nombreuses tensions par la suite, le non-respect du droit de visite qui a un impact direct sur le non-paiement de la pension alimentaire, les plaintes pour abandon de famille qui ne sont toujours pas une priorité pour la justice et enfin, « la facture est reportée à la législature suivante. Ce n'est pas là une preuve de bonne administration »³. Le texte est soumis à la signature royale le 21 février 2003. Il paraît au Moniteur le 28 mars 2003. Sa mise en application est fixée au 1^{er} septembre 2003⁴.

Cette victoire saluée comme historique par les associations de femmes, reste fragile et s'inscrit dans un contexte précis, les élections législatives annoncées pour le 18 mai 2003.

3.1. UN CONTEXTE : LA CAMPAGNE ELECTORALE

La fin de la législature approche, la campagne électorale n'est pas loin. Aucun parti ne veut remettre cette proposition de loi en question vu la médiatisation du dossier et la mobilisation de la société civile, mais le monde politique sait que la mise en place du Service relèvera du gouvernement suivant. C'est le sens de l'abstention du CD&V. En attendant, le budget pour l'exercice 2003, négocié à l'automne 2002, prévoit l'embauche de 280 agents au Ministère des finances pour assurer cette nouvelle mission. Le ministre diffuse largement un tract et une brochure⁵ pour informer le public. Pendant cette période d'attente, plus de 145.000 personnes s'adresseront aux bureaux de l'Administration des finances pour demander des renseignements sur les conditions d'accès au Service.

Coup de théâtre : l'ouverture du SECAL est reportée au 1^{er} septembre 2004 !

La nouvelle assemblée issue des élections fédérales du 18 mai 2003 est fortement modifiée, et dans les personnalités qui la composent, et dans les rapports de forces entre les différents partis politiques. Le PS et le cartel SP.A-Spirit sortent grands vainqueurs du scrutin. Johan Vanden Lanotte (SP.A) reste Vice-premier ministre et conserve le Budget. Didier Reynders conserve les Finances. L'Intégration sociale est attribuée à Marie Aréna (PS). Le ministre des Finances, censé défendre son nouveau service, ne souhaitait pas non plus sacrifier une partie de sa marge budgétaire à la mise en œuvre concrète du fonds. La première étape sera le vote en juillet 2003, de l'article 19 de la loi-programme⁶ qui reporte l'entrée en vigueur de la loi du 23 février 2003 du 1^{er} septembre 2003 au 1^{er} septembre 2004, « le temps de disposer d'une évaluation précise des moyens humains et financiers nécessaires »⁷.

Pour les membres de la coalition PS-SP-MR-VLD, ce dossier est de la responsabilité du seul ministre des Finances. A lui de trouver l'argent pour le financement du Service. C'est une vision singulièrement restrictive de la collégialité gouvernementale ! Ce sera désormais la ligne d'attaque des socialistes francophones : « Monsieur Reynders, quand allez-vous mettre en œuvre le volet des avances ? » demande Elio Di Rupo, dans un communiqué de presse du 8 mars 2005. Admonestation étonnante de la part du président du parti qui pèse lourd, avec son partenaire flamand, au sein de la coalition gouvernementale !

3.2. LE SERVICE DES CREANCES N'EST PAS UN GADGET ELECTORAL : C'EST UN VRAI PROBLEME !

Les réactions de la société civile à l'annonce du report de l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} septembre 2004, seront aussi vives que les espérances avaient été fortes. La Ligue des Familles

se dit consternée par cette décision et lance, dès septembre 2003, une pétition en ligne qui rassemble en un temps très court, plus de 7300 signatures pour réclamer l'application de la Loi du 21 février 2003. L'indignation est générale et provoque un sentiment de colère et d'injustice. Une plate-forme Créances alimentaires se met en place en décembre 2003 et décide de mener des actions pour la mise en œuvre complète du Service des créances alimentaires tel que précisé dans la loi de février 2003. Voir : www.creancesalimentaires.be.

Acteurs de première ligne, les CPAS réagissent à leur tour et critiquent la décision du Fédéral « Nous déplorons le report au 1^{er} septembre 2004 de l'entrée en vigueur du Service des créances alimentaires au sein du Service public fédéral Finances. Nous constatons amèrement que, par cette décision, le gouvernement fédéral s'inquiète pour ses services propres du coût financier et des charges de personnel qu'un nouveau dispositif pourrait engendrer alors que pour les CPAS, de manière scandaleuse, ces aspects ne font l'objet d'aucune attention du gouvernement malgré les plaintes récurrentes des CPAS depuis 1989 ».

4. QUATRIEME ETAPE : LA LOI-PROGRAMME DE 22 DECEMBRE 2003 : UNE REFORME EN PROFONDEUR

La deuxième Loi-programme⁸, dans ses articles 328 à 342, amende la loi du 25 février 2003. L'ouverture du Service des créances alimentaires⁹ est avancée au 1^{er} juin 2004, mais seule la mission de perception et de recouvrement des pensions alimentaires à charge du débiteur d'aliments est prévue. Le service est accessible à toute personne qui en fait la demande et qui remplit les conditions prévues par la loi à savoir le non paiement d'un titre de créance pendant deux mois consécutifs ou non, totalement ou partiellement pendant les 12 mois qui précèdent la demande. Elle doit participer aux frais des récupérations pour un montant de 5 % du montant recouvert. Le Service se charge de prévenir le débiteur et de recouvrer les montants non versés. Le débiteur devra payer 10 % en plus des sommes qu'il doit. La Loi ajoute également la condition de domiciliation en Belgique pour le créancier et pour le débiteur, ou que ce dernier y perçoive ses revenus.

La Loi-programme maintient, comme mission du Service de créances alimentaires, le principe des avances pour créances impayées. Elle précise toutefois que ce droit est limité aux seuls enfants dont le parent créancier dispose de moyens d'existence qui ne dépassent pas les 1.111 € (44 818 FB). Ce montant est augmenté de 53 € (2 138 FB) par enfant à charge. Seuls les revenus de l'ayant droit seront pris en considération. Mais la loi stipule que le volet Avances est renvoyé à une phase ultérieure : « les articles 3 §2, 4, 7§2 et 30 n'entreront en vigueur qu'à une date déterminée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et si le Service dispose de moyens financiers ».

Le fait de prévoir de nouveaux montants, de nouveaux critères pour l'octroi d'avances dans la loi ajoute de la confusion dans bien des esprits. Beaucoup souligneront l'effort du gouvernement pour améliorer la situation existante, préfigurant les moyens budgétaires qui permettront de lancer un véritable service universel. Mais cette partie de la loi n'est pas d'application ! Seuls restent compétents dans l'octroi des avances, les CPAS, aux anciennes conditions. Le gouvernement a été toutefois attentif à leurs critiques. Ils sont déchargés des opérations fastidieuses et coûteuses du recouvrement. L'État remboursera 95 % des montants avancés par les CPAS avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2002 et s'engage à respecter un plan de remboursement. En fait, ces nouvelles règles rencontrent surtout les préoccupations des représentants des CPAS¹⁰.

4.1. DES INITIATIVES PARLEMENTAIRES

Entre temps, des parlementaires - de la majorité et de l'opposition - prendront des initiatives et déposeront des propositions de loi portant sur l'insaisissabilité partielle des revenus du débiteur pour obligation alimentaire, sur la protection des revenus de remplacement ou de l'aide sociale quand ils sont déposés sur un compte à vue, des propositions pour améliorer les procédures judiciaires de recouvrement, des propositions pour objectiver le calcul des pensions alimentaires¹¹.

La députée Muriel Gerkens (ECOLO) organise deux séminaires pour faire le point. Une première évidence s'impose. Les Etats qui prennent des mesures radicales et contraignantes arrivent à éradiquer, en une petite dizaine d'années, le phénomène de non paiement des pensions alimentaires sauf pour un nombre marginal de personnes réellement insolvable. Mais le dossier des pensions alimentaires est nettement plus vaste que le seul fait d'octroyer des avances et de les recouvrer.

Un deuxième séminaire, le 23 mars 2004, mettra en évidence la problématique du calcul des pensions alimentaires de manière à le rendre compréhensible et légitime aux débiteurs et créiteurs et présentera la « grille Renard »¹². La ministre de la Justice, Laurette Onkelinx (PS) reprendra, dans son plan pour une réforme de la justice, la proposition de revoir la grille Renard mais sans faire appel au principal intéressé, Monsieur Renard, lui-même, pour effectuer cette révision.

Dans son discours de clôture des États Généraux des Familles, le 28 avril 2004, le Premier ministre annonce la mise en place du Service de créances tandis qu'Isabelle Simonis (PS), Secrétaire d'État aux Familles et aux personnes handicapées, précise qu'elle espère bien la mise en œuvre du système des avances au sein du Service des créances alimentaires dans le cadre budgétaire de 2005.

4.2. LA SOCIÉTÉ CIVILE SE MOBILISE

A côté de la Plate-forme Créances alimentaires, qui exerce une vigilance sans faille, d'autres acteurs de la société civile se mobilisent. La Chambre nationale des huissiers de justice, par la voix de son président, Marcel Mignon, exprime sa déception face à l'évolution du dossier « Je déplore les nombreuses modifications qui sont intervenues suite à l'adoption de deux lois-programmes qui ont véritablement dénaturé la portée première de la loi du 21 février 2003. Ces remaniements successifs m'ont d'autant plus attristé que la Chambre nationale des huissiers de justice ...avait collaboré étroitement avec le Service public fédéral Finances pour la concrétisation de ce projet.»¹³.

Le bâtonnier du Barreau de Bruxelles, Jean Cruyplants, adresse également une lettre ouverte aux parlementaires francophones : « Vous connaissez les problèmes dramatiques auxquels sont confrontées de très nombreuses familles à raison du non paiement ou du paiement irrégulier des pensions et des contributions alimentaires. Outre la violation caractérisée d'obligations naturelles que de telles carences consacrent dans le chef du débiteur d'aliments, ces manquements portent aussi atteinte à la crédibilité du pouvoir judiciaire dont les décisions sont privées d'effet utile (...) D'une initiative susceptible d'aider des personnes fragilisées, il ne reste aujourd'hui que les

bribes d'un service de recouvrement réduit à peau de chagrin (...). Face à cette intervention législative de dernière minute qui prive in extremis le projet annoncé de l'essentiel de sa portée, l'on ne peut se départir d'un fort sentiment de frustration. La mise en œuvre du service avait déjà été reportée. A présent, la loi instaure un « ersatz » destiné à donner le change et à créer l'illusion que les promesses prises sont tenues et que le service annoncé est mis en place (...) L'objet de la présente est d'attirer votre attention sur les insuffisances et les discriminations du système étriqué qui est venu, par une sorte d'artifice politique de dernière minute, se substituer en douceur au service institué initialement. Sachant qu'à défaut d'y apporter la réponse adéquate, un travail législatif capital aux yeux des citoyens, risque de devenir un leurre sans objet, nonobstant les promesses maintes fois répétées »¹⁴.

4.3. L'EUROPE S'ACTIVE

Au niveau européen, le paiement des créances alimentaires devient aussi une priorité. Le 15 avril 2004, la Commission européenne publie un livre vert sur les obligations alimentaires, organise des séminaires européens de travail (juin 2004) et annonce un projet de législation communautaire. Elle fait du problème du non-paiement des pensions alimentaires une priorité en matière de justice et de respect des droits des citoyens. Elle constate en effet que les bénéficiaires de pensions alimentaires rencontrent de nombreuses difficultés pour percevoir les sommes qui leur sont dues lorsque le débiteur réside à l'étranger. Le droit communautaire viendrait-il à la rescousse pour que l'État belge s'engage enfin, d'une manière ou d'une autre, à faire respecter le paiement des pensions alimentaires à tous les ayants droit ? Le dossier est à suivre.

5. ENFIN, LE 1^{ER} JUIN 2004, LE SECAL OUVRE SES PORTES

Le premier juin 2004, le Service fédéral des créances alimentaires ouvre ses portes, dans la discrétion la plus totale s'il n'y avait eu la conférence de presse de la plateforme des créances alimentaires qui annonçait son intention de déposer officiellement les premiers dossiers à Anvers, Namur et Bruxelles. Après un mois de fonctionnement, 203 dossiers étaient déposés.

La Plateforme Créances alimentaires demande au gouvernement fédéral, une véritable campagne d'information, aussi importante que pour la DLU (Déclaration libératoire unique). Elle organise elle-même, en Wallonie et à Bruxelles, des séances d'information sur le SECAL. Ces séances permettent de pointer une série de questions récurrentes. La confusion est totale sur les missions du service et sur ses compétences. La peur du fisc, la méconnaissance du droit, la reconstitution de son dossier sont autant de freins. L'approche pointilleuse de l'administration rend parfois la tâche impossible. Beaucoup abandonnent car ils n'ont pas confiance dans la capacité de l'État à obtenir ce qu'eux-mêmes ont déjà tenté à plusieurs reprises. La peur des représailles, la pression de l'ex-conjoint empêchent parfois de faire la démarche. La question devient alors : est-ce que cela vaut la peine d'endurer à nouveau cette violence sans avoir la garantie d'un résultat concret ? Faut-il déposer son dossier et rallumer une « guerre » ou protéger les relations existantes pour le bien des enfants ?

Pour répondre à ces hésitations, la Plate-forme publie et diffuse un petit opuscule : « Plein de bonnes raisons pour s'adresser au Service des créances alimentaires ». Il s'agit de rassurer, de démontrer l'intérêt de déposer son dossier au Service, de lutter contre le sentiment que « cela ne

sert à rien ». La Plate-forme veut aussi apporter la preuve que le problème est réel. La menace d'une révision à la baisse du personnel disponible pour traiter les dossiers voire d'une réduction du nombre de bureaux et des moyens pour opérer concrètement le recouvrement est bien réelle et a déjà été annoncée comme probable si le nombre de dossiers à traiter reste insuffisant.

Du côté de l'administration, la bonne volonté est de mise. Le personnel est volontaire, les outils informatiques sont performants et la capacité de croiser les données apporte plus d'efficacité à leur travail même si la loi limite, dans certains cas, leur capacité d'intervention. Mais il subsiste de nombreuses questions non résolues. Des arrêtés d'application tardent à être pris, qui leur permettraient d'exécuter les recouvrements. La jurisprudence fait défaut et l'administration fiscale se donne toutes les garanties pour ne pas enfreindre la loi et éviter des recours au Conseil d'État. De manière active, les CPAS envoient directement au Service les dossiers des avances. Mais ce n'est que la partie visible de l'iceberg des pensions non payées et cela vise les plus pauvres.

6. LE DEBAT BUDGETAIRE 2005

Lors du vote des lois-programmes de juillet et de décembre 2003, la promesse avait été faite d'envisager sérieusement une ligne budgétaire pour lancer les procédures des avances, en 2005. Une résolution de la majorité adoptée par le Parlement s'y engageait. En commission des finances, le 23 novembre 2004, le Secrétaire d'État aux finances, Hervé Jamar (MR), fait le point sur l'état du dossier. Il répond aux questions des parlementaires Servais Verherstraeten (CD&V), Melchior Wathelet (CdH), Marie Nagy (ECOLO), Colette Burgeon (PS). Seuls 1438 dossiers sont considérés, à ce jour, comme complets. Ces dossiers concernent 2.461 créanciers d'aliments et le montant moyen de la pension alimentaire est de 133,12 €. Ce n'est donc pas le raz de marée attendu.

L'évaluation du système souhaitée par le Ministre avant toutes modifications législatives, a été faite fin 2004 par le Service, à défaut de pouvoir mettre en place la Commission d'évaluation prévue par la loi et demandée par la société civile. Le volet « avances » doit attendre l'évaluation des procédures, des montants et des résultats du recouvrement mais le Secrétaire d'État affiche un certain optimisme : « Rien n'a été prévu dans le budget 2005 pour la mise en œuvre du volet « avances » mais si les évaluations sont positives, des techniques budgétaires permettent des incorporations et permettront une prise de responsabilité le plus rapidement possible.... ». Il promet également un travail de fond au niveau de l'information et conclut : « Voilà le cadre dans lequel je vous propose de travailler. C'est la raison pour laquelle en préparant le dossier avant de me présenter devant vous, je me permettrais d'afficher un certain optimisme tout en regrettant que ce service n'ait pas été mis en œuvre plus tôt. Il aurait pu l'être en 2002 comme en 1998 ou en 1995. De tout temps des personnes ont été en difficulté dans le cadre des créances alimentaires. Le monde ne s'est pas fait en un jour mais j'espère que nous voyons, dans ce cas, le bout du tunnel. »¹⁵

Le 1^{er} octobre 2005, le SECAL a mis en œuvre le système d'avances prévu par la loi, pour autant que le créancier ou la créancière ne dispose pas de revenus annuels supérieurs à 12.011,23 €. En ce qui concerne la commission d'évaluation, deux arrêtés ministériels ont déjà été publiés au Moniteur afin de désigner les fonctionnaires chargés de la composer. Reste à désigner les mandataires politiques et les représentants de la société civile qui seront appelés à y siéger. La commission sera donc sur les rails dans les prochains mois.

7. LES CREANCES ALIMENTAIRES : UN DOSSIER COMPLEXE

Les débats autour de la création d'abord, et de la mise en œuvre, ensuite, du Service des créances alimentaires, ont mis en lumière la complexité de cette problématique. Du côté des créanciers, il y a les difficultés de faire respecter leur droit et du côté des débiteurs d'aliments, la difficulté d'honorer cette obligation, volontairement ou involontairement. Certaines réponses dépendent d'autres ministères que celui des Finances, de l'Intégration sociale ou du Budget. C'est ainsi que Madame Onkelinx (PS), Vice-première Ministre et Ministre de la Justice a repris, dans son panel de mesures visant à rapprocher la justice du citoyen, la recommandation de l'objectivation du calcul de la pension alimentaire et s'est engagée à commanditer une étude pour réévaluer le coût de l'enfant et promouvoir l'application de la grille Renard. Elle se propose de réformer les procédures de divorce pour introduire le divorce sans faute et de favoriser la garde alternée entre les deux parents.

8. UN CHANTIER QUI RESTE OUVERT

Le dossier des créances alimentaires est relativement exemplaire de la manière dont notre société traite une question que vivent une majorité de femmes, ayant la charge des enfants. La revendication est née de leur préoccupation de devoir faire face au quotidien à la question du vivre, voire du survivre. Lors d'une séparation, la pension alimentaire est souvent l'enjeu de toutes les tensions. Le non paiement est un problème connu de tous, mais pendant longtemps, l'État s'est refusé à considérer qu'il avait un rôle à jouer dans le règlement d'une dette d'ordre privé. L'impression subsiste qu'il considère le débiteur et le créancier, comme électeurs. Une analyse de genre permettrait de montrer les alliances potentielles avec les premiers plutôt qu'avec les seconds.

Pendant toutes les années où ce dossier a été présent dans l'actualité politique, l'État ne s'est jamais donné les moyens d'objectiver la situation. La Belgique ne connaît ni le nombre de jugements qui porte sur des pensions alimentaires, ni les montants attribués, ni le nombre de plaintes pour non-paiement, ni le suivi de celles-ci, etc. Dans le même temps, le monde judiciaire se méfiait de règles trop contraignantes tandis que les plaignants, les plaignantes dans la majorité des cas, se voyaient souvent dans l'incapacité financière de poursuivre en justice et d'obtenir le respect de leur droit à une pension alimentaire. Ce manque de volonté pour connaître le phénomène, cette absence de toutes données objectives et chiffrées, permet toutes les exagérations.

La création du SECAL est une avancée certaine. L'État met sa puissance au service des créanciers d'aliments. Mais elle est insuffisante. Ce même État maintient l'obligation alimentaire comme un devoir parental essentiel mais ne reconnaît pas la nécessité d'octroyer des avances à tous les créanciers. Or les enfants grandissent, ils n'attendent pas la perception des pensions ou leur recouvrement espéré. D'un autre côté, l'État développe des politiques de retrait d'un des conjoints du marché du travail, par la promotion du travail à temps partiel ou du congé parental, dans le cadre des mesures de conciliation travail, vie familiale, par exemple. En cas de séparation, cette personne subira de plein fouet, les conditions de sa précarisation sur le marché du travail et la perte de droits sociaux. La non prise en compte d'avances pour pensions alimentaires entre adultes renforce cette insécurité d'existence de celle qui est déjà en posture de faiblesse en matière de droits et de revenus.

L'État ne désire pas non plus entrer dans une logique répressive vis-à-vis des débiteurs. Les

mesures pour abandon de famille sont pourtant prévues par le Code pénal. Seules, une certaine radicalité dans les mesures et la publicité de celles-ci, permettraient de casser le sentiment d'impunité et l'idée largement répandue que ce n'est pas grave de ne pas payer ses obligations alimentaires. Les campagnes de lutte contre la violence domestique envers les femmes, montrent qu'il faut des années pour que des comportements qui apparaissent comme normaux et d'ordre privé, deviennent un fait social condamné par la loi et contraire aux Droits de l'Homme. Le non paiement des pensions alimentaires reste encore du domaine de la négociation entre personnes privées. C'est une obligation légale, un jugement, mais qui sera réglé selon le bon vouloir du débiteur. Au-delà du Service de créances alimentaires, l'État a donc à faire œuvre pédagogique pour rappeler les devoirs et obligations à chacun, pour ensuite transformer en valeur positive et citoyenne, le règlement régulier d'obligations alimentaires calculées de manière juste et équitable.

Le chantier reste ouvert ... tant que tous les objectifs de la plate-forme Créances alimentaires ne sont pas atteints dont l'essentiel consiste en l'application de la loi telle que votée par les parlementaires fédéraux le 23 février 2003 !

9. NOTES

- 1 M.-T. Coenen, La création du Service fédéral des créances alimentaires. Histoire d'une revendication, dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°1841-1842, Bruxelles, 2004.
- 2 Loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en ce qui concerne l'octroi d'avances sur pensions alimentaires et le recouvrement de ces pensions, *Moniteur belge*, 30 mai 1989.
- 3 Intervention de Servais Verherstraeten (CD&V), Débat en assemblée plénière, Chambre des Représentants, le 23 janvier 2003, Compte rendu intégral, 23 janvier 2003, p. 39,
- 4 Jean-Pol Masson consacre un article fouillé sur la loi du 21 février 2003. J.-P. Masson, La loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du Service public fédéral des finances dans *Journal des Tribunaux*, 6 mars 2004, n° 6130, pp. 189-198.
- 5 Le Service des créances alimentaires : l'octroi d'avances et la récupération des pensions alimentaires. Un service public au service des familles, Service public fédéral des finances, 2003.
- 6 Loi-programme du 5 août 2003, adoptée le 29 juillet 2003 à la Chambre des représentants. *Doc. parl.* 51K0102.
- 7 Idem, Exposé des motifs. *Doc parl.* 51 102/001, p.18.
- 8 Loi-programme du 22 décembre 2003. Chapitre 5 : Modification de la loi du 21 février 2003 créant un service des créances alimentaires au sein du SPF Finances. Chambre des Représentants, *Doc. Parl.* 51K0473.
- 9 J.-P. Masson, La loi du 21 février 2003 créant un service des créances alimentaires au sein du service public fédéral des finances dans *Journal des tribunaux*, 6 mars 2004, n° 6130, pp. 189-198.
- 10 "Même si la loi programme du 22 décembre 2003 contient certaines avancées, il n'en reste pas moins que les CPAS demandent toujours : le remboursement à 100 % par l'Etat fédéral des avances consenties, une intervention dans les frais de personnel comme cela se pratique pour les organismes de sécurité sociale...." Dans Lettre adressée à Isabelle Simonis, Secrétaire d'Etat aux familles et aux personnes handicapées dans le cadre des Etats généraux de la famille par l' Union des villes et des communes, section CPAS, 7 janvier 2004.
- 11 Proposition de loi visant à établir dans le Code judiciaire un montant minimal insaisissable pour toutes les rémunérations et les prestations sociales, y compris en matière d'obligations alimentaires et supprimant le

caractère discriminatoire fondé sur l'homosexualité de l'article 68bis de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'aide sociale, déposée par Yvan Mayeur (PS) et Colette Burgeon (PS), 23 octobre 2003 . Chambre des Représentants, *Doc. Parl.* 51 0330/001.

12 Proposition de loi modifiant le Code judiciaire afin de rendre l'exécution provisoire de plein droit en ce qui concerne les obligations alimentaires et de permettre au juge d'accorder d'office au débiteur d'aliments des termes et délais, déposée par Yvan Mayeur (PS), Colette Burgeon (PS) et Thierry Giet (PS), 10 février 2004. Chambre des Représentants, *Doc. Parl.* 51 0797/001.

13 Proposition de résolution relative à la création d'un Fonds des créances alimentaires par Muriel Gerkens (ECOLO), Gérard Gobert (ECOLO), Catherine Doyen-Fonck (cdH), 29 avril 2004. Chambre des Représentants, *Doc. Parl.* Doc 51 1067/001.

14 Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à la contribution des père et mère à l'éducation de leurs enfants par Muriel Gerkens (ECOLO), 5 mai 2004. Chambre des Représentants, *Doc. Parl.* 51 1101/001

15 Commission des finances, 23 novembre 2004. *Doc. Parl.* 51 COM 400, pp.4-12.

© Université des Femmes asbl

Date du document : décembre 2005

Ont contribué à la rédaction de ce document :

Rédaction : Marie-Thérèse COENEN

Relecture, mise en page : Claudine LIENARD